



Sondage post-électoral

Note d'analyse
Juin 2024

Tshisekedi II : Des Congolais plutôt optimistes ? Entre espoir et impatience

Ce sondage post-électoral réalisé en avril 2024 s'intéresse aux attentes des Congolais au début du second mandat de Félix Tshisekedi et au bilan de la gestion du gouvernement Sama Lukonde, notamment sur le plan sécuritaire. Cette étude décrit également les priorités des Congolais et l'espoir placé dans ce nouveau quinquennat du chef de l'État.

Auteurs
GEC et Ebuteli,
avec Berci

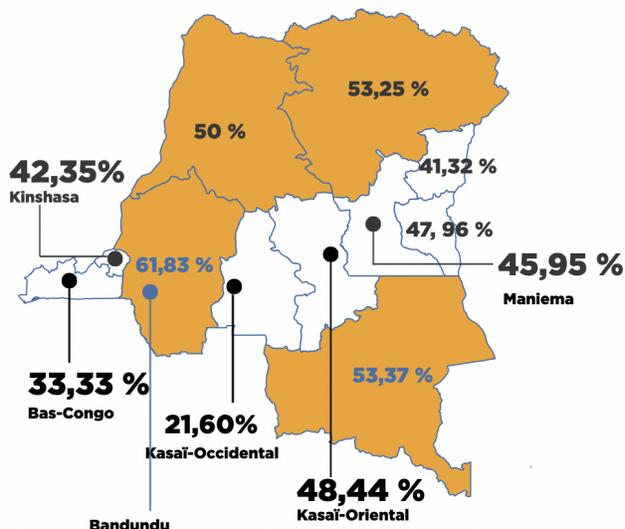
Un pouvoir renforcé

Les controverses liées aux élections du 20 décembre 2023 semblent désormais loin pour la majorité des Congolais. Ce dernier sondage réalisé par Berci, en collaboration avec le GEC et Ebuteli, révèle que l'intérêt des Congolais se porte principalement sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne le profil des responsables des nouvelles institutions et les défis de la gouvernance à venir. Malgré les nombreuses irrégularités décriées lors des derniers scrutins, elles semblent avoir perdu de leur importance aux yeux des sondés.

En effet, près de 65 % des répondants affirment avoir été témoins de fraudes le jour du vote, contre 30 % qui soutiennent le contraire, tandis que 6 % ne se prononcent pas. Malgré cela, seule une minorité de sondés (13 %) se dit insatisfaite du résultat de la présidentielle. Ces insatisfactions sont particulièrement marquées dans les bastions des principaux opposants au président Félix Tshisekedi. Par exemple, dans le Grand Bandundu, d'où est originaire Martin Fayulu, les provinces de Maï-Ndombe et Kwilu affichent un taux d'insatisfaction supérieur à 70 %. Les provinces de Lualaba, Haut-Katanga et Haut-Lomami, issues du découpage du Katanga, enregistrent quant à elles une moyenne d'insatisfaction de 60%.

Degré d'insatisfaction à l'égard de la présidentielle

En considérant les 11 régions (anciennes provinces), le Bandundu affiche un taux d'insatisfaction supérieur aux autres provinces. Il est suivi du Katanga.



Sondage Berci/Ebuteli/GEC avril 2024

Malgré ces points de contention, la majorité des Congolais reste satisfaite des résultats des élections présidentielle et législatives. Une large part des sondés se déclare très satisfaite (15 %), simplement satisfaite (39 %) ou encore un peu satisfaite (30 %).

Cette satisfaction des Congolais, en dépit des irrégularités et des cas de fraudes dénoncées par les missions d'observation électorale nationales et internationales ainsi que les partis de l'opposition, s'explique en partie par l'alignement des églises catholique et protestante avec la Ceni¹. Pour la première fois, leurs décomptes convergent en constatant qu'un candidat s'est nettement démarqué avec plus de la moitié des suffrages valablement exprimés. Cette convergence est significative car elle montre que l'aval des autorités religieuses peut renforcer la crédibilité des résultats électoraux dans un contexte où la confiance dans les institutions politiques est faible.

Cette perception pourrait permettre au président Tshisekedi, proclamé officiellement vainqueur de la dernière présidentielle avec 73 % des suffrages, de mobiliser davantage la population autour de ses initiatives. Avec une Assemblée nationale largement acquise à sa cause, comprenant plus de 460 députés nationaux sur 493, le président dispose désormais de tous les leviers pour réaliser les promesses formulées au peuple congolais pendant sa campagne électorale et dans son discours d'investiture pour son second mandat constitutionnel.

¹Bruno Nsaka, «RDC : la Ceni constate que, pour la première fois, la CENCO ne remet pas en cause les résultats provisoires de l'élection présidentielle», 21 janvier 2024, *Actualite.cd*, disponible sur <https://actualite.cd/2024/01/21/rdc-la-ceni-constate-que-pour-la-premiere-fois-la-cenco-ne-remet-pas-en-cause-les>, consulté le 8 mai 2024.

RÉSUMÉ

Près de cinq mois se sont écoulés depuis l'annonce des résultats des élections en République démocratique du Congo (RDC). Cette période a été tumultueuse : la violence s'est intensifiée dans l'Est, où la rébellion du M23, soutenue par le Rwanda, a progressé sur Goma. La scène politique à Kinshasa a été marquée par des discussions sur la formation du nouveau gouvernement ; une Première ministre, Judith Suminwa Tuluka, a été nommée, et la population attend maintenant que son gouvernement soit formé et que ses priorités soient définies.

C'est dans ce contexte que s'inscrit notre dernier sondage, réalisé par Bureau d'études, de recherches, et de consulting international (Berci), Ebuteli et le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) en mai 2024. Comme pour les sondages précédents, celui-ci a été réalisé par téléphone, en tirant au sort 1 788 répondants à partir d'une base de données d'adultes de toute la RDC.

Le résultat le plus remarquable de ce sondage, compte tenu de la quantité de mauvaises nouvelles en provenance de la RDC, est sans doute l'optimisme des personnes interrogées. Presque la moitié (48 %) ont déclaré qu'ils étaient satisfaits de la direction que prenait le pays, un chiffre similaire à celui de 2019, lorsque Tshisekedi entamait son premier mandat ; à titre de comparaison, ce chiffre n'est que de 23 % aux États-Unis, de 12 % au Ghana et de 23 % au Botswana. Cet optimisme se reflète également dans la sphère économique : 63 % ont déclaré qu'ils s'attendaient à ce que leur situation s'améliore au cours du second mandat de Tshisekedi.

Le sentiment le plus frappant est sans doute celui exprimé par 70 % des personnes interrogées, qui estiment que la situation sécuritaire est la même ou meilleure qu'avant l'annonce de l'état de siège en avril 2021. Depuis lors, la rébellion du M23 a refait surface et le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays a augmenté de plus d'un million. En outre, de nombreuses personnes (46 %) sont satisfaites de la façon dont le gouvernement a géré la crise du M23, en dépit du fait que cette rébellion a étendu son territoire de façon spectaculaire et que le gouvernement a dû recourir à des entreprises de sécurité privées et à des milices locales.

Comment interpréter cet optimisme ? Nous n'avons pas toutes les réponses.

Sur le plan de la sécurité, il est probable que le gouvernement ait réussi à faire porter le chapeau au Rwanda, même si une grande partie de la violence dans l'est du pays n'est pas liée au M23.

En ce qui concerne l'économie, qui a été touchée par l'inflation et la dépréciation du franc congolais, le sentiment est probablement stimulé par l'augmentation du budget de l'État et la croissance économique qui a été maintenue à un niveau satisfaisant (8 % en 2023).

Néanmoins, des défis restent à relever : pour de nombreuses questions, environ la moitié des personnes interrogées étaient mécontentes ou critiques à l'égard du gouvernement. Il appartiendra au nouveau gouvernement de profiter du large soutien dont il bénéficie pour mener à bien les réformes nécessaires pour assurer une plus grande sécurité et une plus grande prospérité.

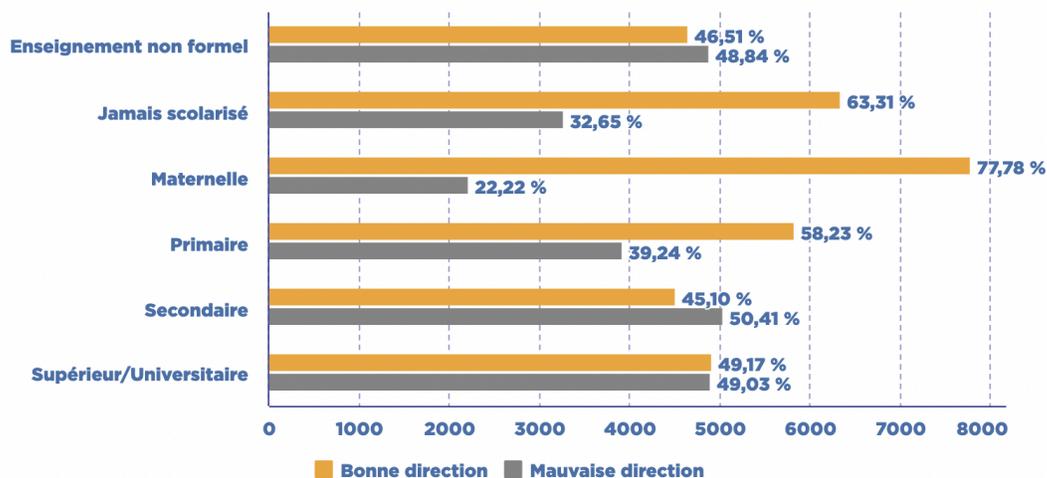
Tendance de satisfaction fluctuante

Le 20 janvier, lors de sa prestation de serment, Tshisekedi s'est en effet engagé à « user de tout ce qui est de son pouvoir pour que les erreurs du passé ne se reproduisent plus et pour que les actions nécessaires à l'avancement de notre pays soient promptement prises ». Cinq mois plus tard, les Congolais demeurent fortement partagés sur la marche du pays : 48 % des personnes interrogées estiment que le pays va dans la bonne direction, contre 49 % qui pensent le contraire, et 3 % qui ne se prononcent pas. Cet écart se creuse davantage lorsque l'on considère le lieu de résidence des répondants : 55 % des sondés en milieu urbain estiment que le pays va dans la mauvaise direction, tandis que les répondants en milieu rural affichent une vision plus positive, avec 55,94% d'entre eux pensant le contraire.

L'éducation joue également un rôle important dans ces perceptions : près de la moitié (49 %) des personnes ayant un niveau d'éducation supérieur ou universitaire jugent la trajectoire du pays négative, tandis que les non-scolarisés sont majoritairement optimistes (65 %).

Cette division reflète une polarisation de la société congolaise, soulignant le défi pour le chef de l'État de gouverner un pays avec des attentes diversifiées et souvent contradictoires au sein de sa population.

Dans l'ensemble, pensez-vous que le pays va dans la bonne ou mauvaise direction ?



Sondage Berci/Ebuteli/GEC avril 2024.

Comparé aux sondages précédents, la perception de la marche du pays montre une tendance de satisfaction fluctuante. En septembre 2021, 51 % des personnes interrogées pensaient que le pays allait dans la bonne direction, un chiffre identique à celui de mars 2019. En mai 2019, cette perception était même à son apogée avec 61 % des répondants estimant que le pays progressait.

Ces pourcentages contrastent fortement avec ceux de février 2018 et novembre 2017 sous Joseph Kabila, où seulement 19 % et 27 % des répondants, respectivement, voyaient le pays sur la bonne voie. Cette augmentation entre 2017 et 2019 peut être attribuée à l'espoir suscité par l'arrivée au pouvoir de Tshisekedi et le début de son mandat. Cependant, la baisse récente de la satisfaction, avec moins de la moitié des sondés optimistes en 2024, indique une déception croissante ou une impatience face aux réformes promises et aux défis persistants.

Courbe évolutive des répondants pensant que le pays va dans la bonne direction



Sondage Berci/Ebuteli/GEC avril 2024.

La lutte contre la corruption est l'une des priorités des Congolais pour le second mandat de Tshisekedi.

Les Congolais estiment toutefois que, parmi les urgences auxquelles le président de la République doit prioritairement faire face, figurent en première position la lutte contre la corruption, la création d'emplois et la lutte contre l'insécurité. Au cours de son premier quinquennat, Félix Tshisekedi s'est démarqué par quelques initiatives visant à lutter contre ce phénomène. Les structures et agences de lutte contre la corruption ont été dynamisées ou créées. Cependant, les cas de détournements de deniers publics sont demeurés monnaie courante. D'ailleurs, ce second quinquennat a débuté avec les révélations de surfacturation des projets autour de l'éclairage urbain à Kinshasa et des forages d'eau.

Certains candidats et députés provinciaux ont été accusés de corruption lors des élections indirectes de sénateurs, gouverneurs et vice-gouverneurs de province organisées le 29 avril.

Interrogés sur les facteurs déterminants dans le cadre de ces élections, 32 % des répondants estiment que celles-ci dépendent des programmes politiques des candidats. Mais une large partie des sondés pointent soit la corruption (31 %), soit les mots d'ordre des autorités morales (23 %) ou encore le tribalisme (près de 6 %).

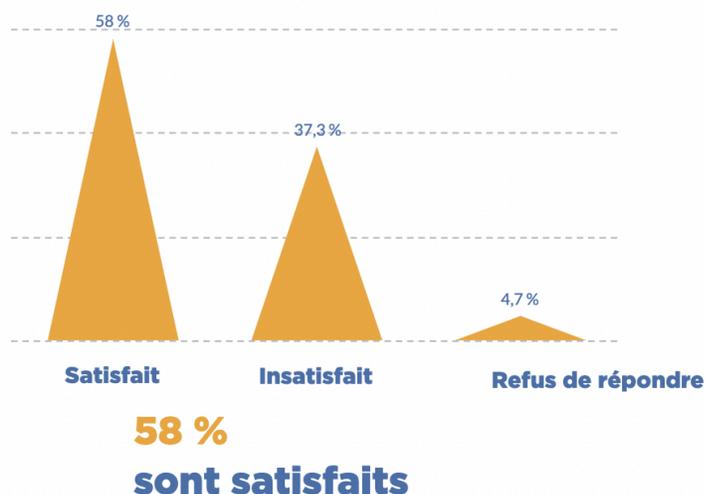
L'opinion satisfaite de la gestion des affaires courantes.

Cette focalisation sur la corruption reflète une défiance croissante envers le processus électoral et la nécessité de rétablir la confiance par des mécanismes de transparence et de redevabilité renforcés².

Reconnaissance des efforts du gouvernement

Depuis la proclamation des résultats des différents scrutins, la mise en place des institutions, autres que le président de la République, a pris du retard. En l'absence d'un nouveau gouvernement, le gouvernement de Jean Michel Sama Lukonde II a été chargé d'expédier les affaires courantes, bien que la plupart de ses membres aient été élus députés nationaux. Cette situation semblait être fortement critiquée dans l'opinion publique. Cependant, près de 60 % des Congolais interrogés se disent satisfaits de cette gestion des affaires courantes, tandis que 37 % se disent insatisfaits.

Comment évalueriez-vous les actions du gouvernement de Sama chargé d'expédier les affaires courantes ?



Sondage Berci/Ebuteli/GEC avril 2024.

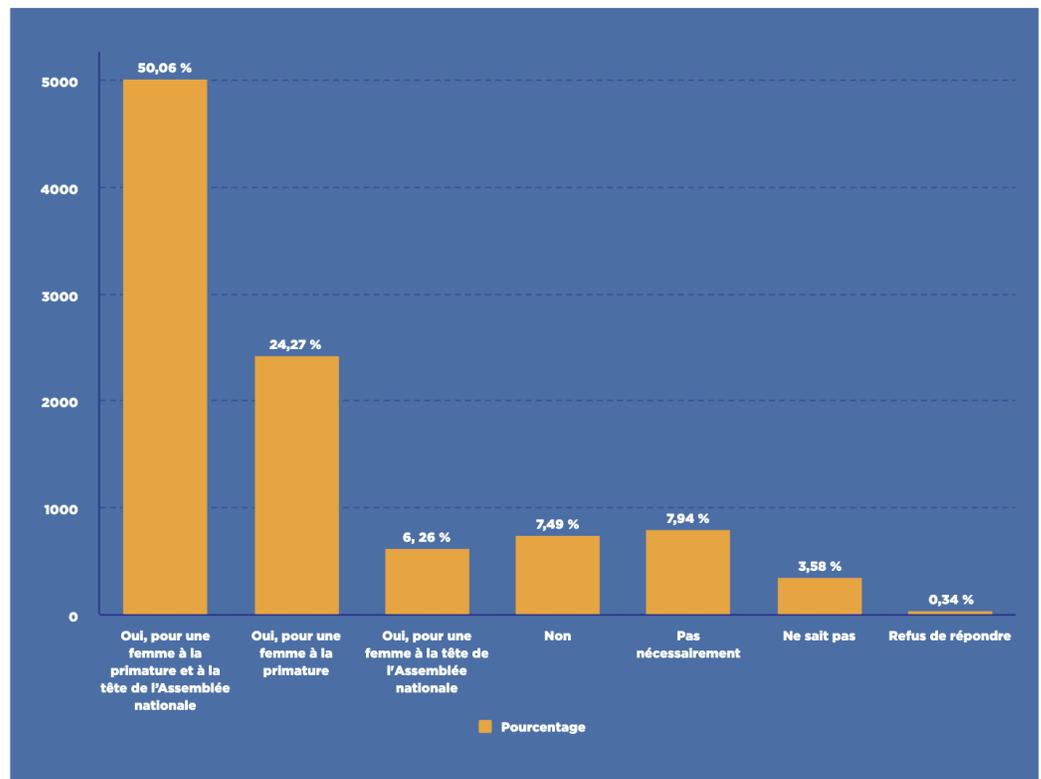
Cette satisfaction relative pourrait refléter une reconnaissance des efforts du gouvernement pour maintenir une continuité administrative malgré les défis politiques, même si des critiques subsistent sur l'efficacité et la légitimité de ce gouvernement intérimaire.

Depuis quelques semaines, plusieurs Congolais accusaient même l'Union sacrée de la nation (USN, coalition majoritaire) de prendre la République en otage à cause notamment du retard pris dans l'élection des membres du bureau de l'Assemblée nationale, finalement intervenue dans la nuit du mercredi 22 et jeudi 23 mai, et la sortie, sept jours plus tard, du gouvernement dont la cheffe, Judith Suminwa Tuluka, a été nommée le 1er avril 2024.

² Lire à ce sujet le rapport d'Ebuteli *Comment sauver la crédibilité du processus électoral*, décembre 2023, disponible sur <https://www.ebuteli.org/publications/rapports/elections-de-2023-comment-sauver-la-credibilite-du-processus-electoral>

Cette nomination d'une femme en tant que Première ministre - une première dans l'histoire du pays - marque un tournant historique. On observe d'ailleurs un réel engouement pour la participation politique féminine. Plus de 80 % des personnes interrogées expriment une préférence pour une femme à la primature et à la tête de l'Assemblée nationale, ou pour une femme à l'une de ces deux positions.

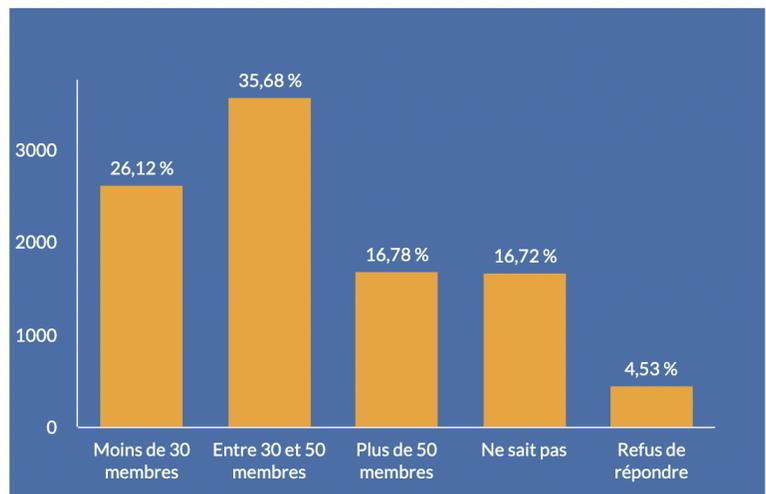
Souhaiteriez-vous avoir pour la première fois une femme à la Primature ou voir qu'une femme soit de nouveau placée à la tête de l'Assemblée nationale comme en 2019 ?



Sondage Berci/Ebuteli/GEC avril 2024.

Cependant, avec 54 ministres, le gouvernement Suminwa n'a pas pu marquer la rupture avec les gouvernements précédents jugés éléphants. Peu de Congolais interrogés souhaitent avoir à nouveau une équipe gouvernementale comprenant plus de 50 membres. Ils représentaient environ 17 % contre respectivement 26 % qui voulaient un gouvernement de moins de 30 membres, et 37 % qui penchaient pour un gouvernement dont la taille serait comprise entre 30 et 50 membres. La préférence pour un gouvernement plus réduit indique une volonté de réduction du train de vie des institutions et d'efficacité administrative, reflétant une frustration généralisée envers une bureaucratie gouvernementale perçue comme budgétivore et inefficace.

Quelle devrait être la taille du prochain gouvernement ?



Sondage Berci/Ebuteli/GEC avril 2024.

Ce désir de rationalisation et d'efficacité s'étend également aux niveaux régionaux. Depuis l'instauration du régionalisme politique accordant plus d'autonomie aux provinces, plusieurs de ces entités sont confrontées à des crises politiques institutionnelles persistantes. Des gouverneurs sont déchus par les assemblées provinciales ou rappelés à Kinshasa, les membres des bureaux de celles-ci ont été également démis ou leurs activités suspendues par le ministère de l'Intérieur. Pour cette nouvelle législature, les répondants se montrent optimistes. Plus de la moitié des Congolais interrogés espèrent qu'on assistera cette fois à une stabilité des institutions provinciales. Ceux qui n'y croient pas représentent près de 31 % alors que 14 % ne se prononcent pas.

Un soutien persistant à la politique de sécurité

Les réponses à notre sondage sur les questions de sécurité montrent un paradoxe. Alors que, selon certains indicateurs, les violences sont à des niveaux jamais atteints dans l'histoire du pays, les sondés sont globalement satisfaits par la gestion de ce problème par le pouvoir.

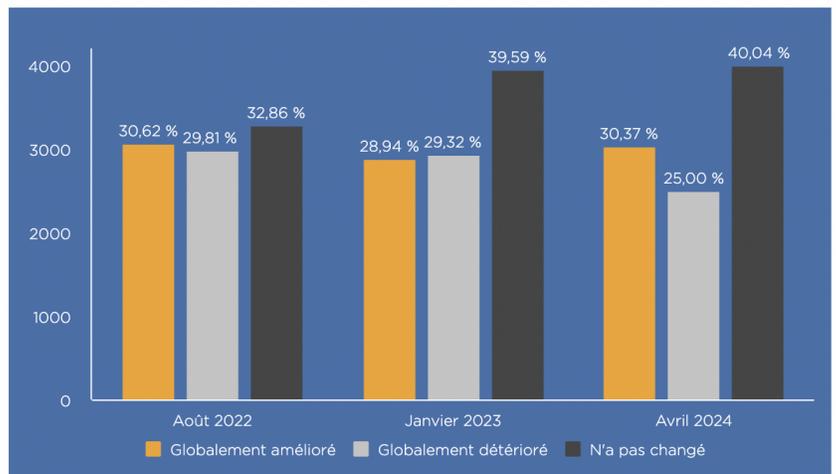
Ce paradoxe se joue à deux niveaux. D'une part, les personnes interrogées semblent avoir une perception moins pessimiste de la situation que ce qu'on pourrait attendre. D'autre part, la plupart des initiatives gouvernementales, même les plus critiquées par les experts et la société civile, comme la fourniture d'armes et de munitions aux groupes armés dits Wazalendo (« patriotes », en swahili) ou le retour de la peine de mort, sont accueillies favorablement par les sondés.

En réaction à la dégradation de la situation sécuritaire dans l'Est du pays, l'état de siège avait été décrété dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu en avril 2021. Cette mesure n'a toutefois pas permis d'enrayer la violence : les conflits et leurs conséquences humanitaires semblent s'être globalement aggravés depuis. Les rebelles du Mouvement du 23 mars (M23) ont notamment repris une forte activité à partir de la fin de 2021. Ils contrôlent désormais une grande partie des territoires de Rutshuru et Masisi, ce qui n'était pas arrivé depuis plus d'une décennie.

En mars 2024, quelques semaines avant la réalisation de notre sondage, le M23 a conquis de nouveaux territoires, dont les cités de Nyanzale, Rwindi ou encore Vitshumbi. Ils ont également pris une portion du littoral du lac Kivu, ce qui a abouti à l'encerclement total des villes de Sake et de Goma, la capitale provinciale du Nord-Kivu.

Le nombre de déplacés internes a également atteint le chiffre de 7,1 millions en février 2024³, un record⁴ dans l'histoire du pays. Parmi ces déplacés, une majorité (4,4 millions) se trouvent dans ces deux provinces sous état de siège. Pourtant, seule une minorité des sondés (25 %) estime que la situation sécuritaire s'est « *détériorée* » ou « *beaucoup détériorée* » depuis l'instauration de l'état de siège. Trente pour cent estiment même qu'elle s'est « *améliorée* » ou « *beaucoup améliorée* ».

Comment la situation sécuritaire a évolué depuis l'instauration de l'état de siège ?



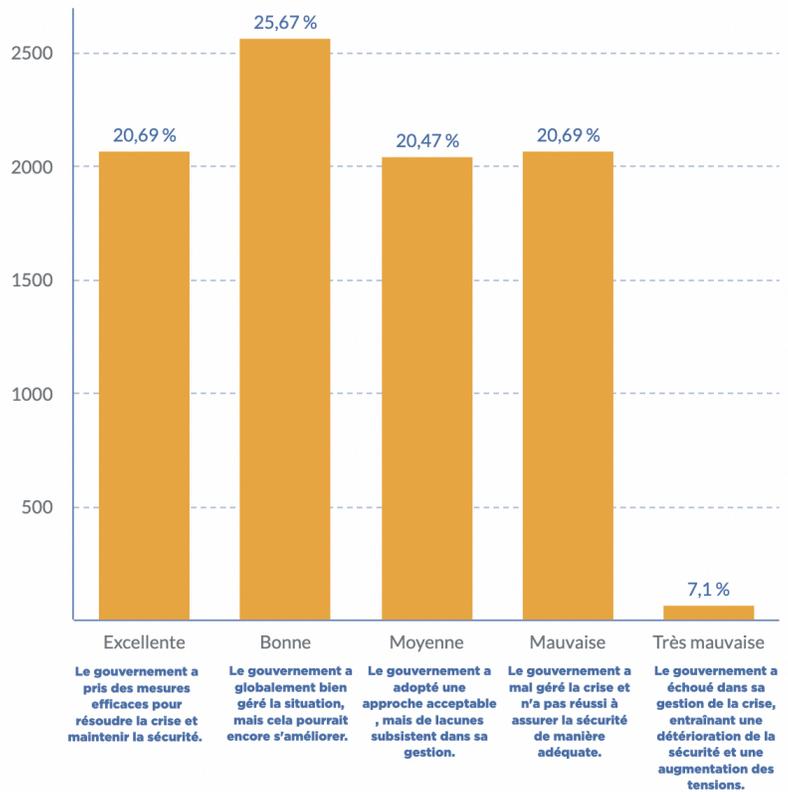
Sondage Berci/Ebuteli/GEC avril 2024.

Seuls 7% des sondés estiment que la gestion de la crise du M23 par le gouvernement a été « *très mauvaise* ». A contrario, ils sont trois fois plus nombreux (21 %) à juger cette gestion « *excellente* ».

³OCHA, *République démocratique du Congo : Personnes déplacées internes et retournées*, février 2024, disponible sur https://reliefweb.int/attachments/b48165ad-2499-4e03-8202-730870008ef5/20240229_v100_DRC_factsheet_fr_f%C3%A9v_2024-temp_ate_publish_national.pdf

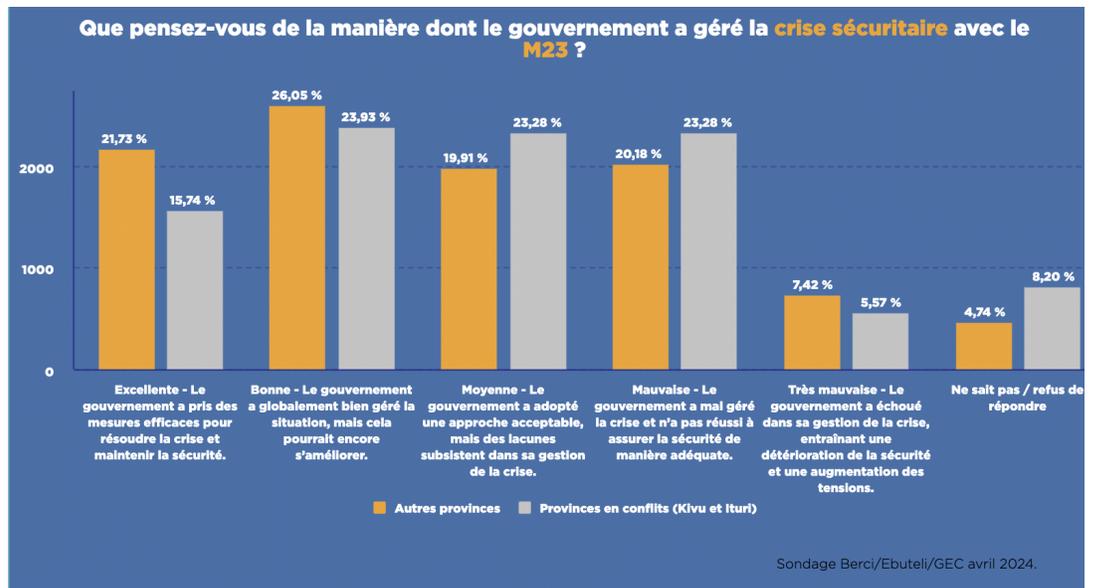
⁴IOM, « Près de 7 millions de personnes déplacées en RDC : un record, 30 octobre 2024 », disponible sur <https://www.iom.int/fr/news/pres-de-7-millions-de-personnes-deplacees-en-rdc-un-record>, consulté le 15 mai 2024.

Que pensez-vous de la manière dont le gouvernement a géré la crise avec le M23 ?



Sondage Berci/Ebuteli/GEC avril 2024.

Les réponses enregistrées dans les provinces de l'Est en conflit, plus directement concernées, sont légèrement différentes : ils sont moins nombreux à juger la gestion du gouvernement « excellente » ou « bonne » (40 %), et plus nombreux à la juger « moyenne » (23 %) ou « mauvaise » (47 %).



Ceci conduit à s'interroger sur l'information sur le conflit qui parvient au public, et en particulier à ceux qui vivent le plus loin des combats. Certaines mesures prises par le gouvernement, comme l'état de siège - qui a localement amenuisé les libertés publiques et conduit à des arrestations de militants⁵ -, l'interdiction, par le Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC), de tout débat relatif aux opérations militaires sans la présence d'un expert⁶, ou les cas emblématiques d'arrestations de journalistes⁷, ont pu restreindre la liberté des médias et des organisations de la société civile à relayer des nouvelles impartiales du conflit.

Initiatives sécuritaires plébiscitées

Par ailleurs, les différentes initiatives sécuritaires prises par l'exécutif sont globalement soutenues par les sondés. Le déploiement de la force de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SAMIDRC) est bien accueilli : 46 % des sondés estiment même que « *cela conduira à l'éradication totale des groupes armés qui écumant la partie Est* ». C'est un score bien supérieur à celui qu'avait obtenu la force de la Communauté d'Afrique de l'Est (EACRF) précédemment (25 %).

Pour rappel, l'EACRF s'était déployée face au M23 à partir de novembre 2022. Le gouvernement congolais, qui lui reprochait de ne pas combattre les rebelles, n'a pas renouvelé son mandat, entraînant son départ fin 2023, et a parallèlement demandé à la SADC de déployer une force à son tour. La différence de perception entre ces deux forces pourrait s'expliquer par l'image globalement plus positive des pays d'Afrique australe comparés à ceux d'Afrique de l'Est en RDC⁸, et la perception que la SAMIDRC a pour mission de combattre le M23, plutôt que de s'interposer entre cette rébellion et l'armée comme l'avait fait l'EACRF.

Néanmoins, on constate que les habitants des provinces de l'Est sont légèrement moins optimistes que leurs compatriotes quant aux chances de succès de la SAMIDRC.

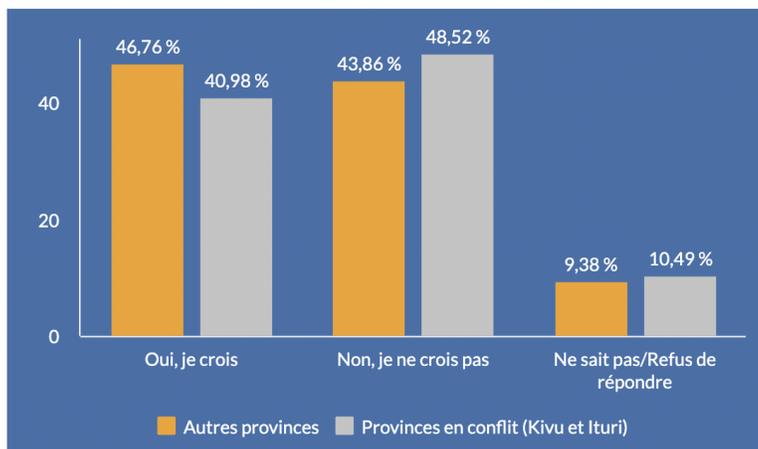
⁵ACAT, « Un militant de la Lucha arbitrairement détenu », 15 février 2023, disponible sur <https://www.acatfrance.fr/appele-a-mobilisation/un-militant-de-la-lucha-arbitrairement-detenu#:~:text=Le%20Pr%C3%A9sident%20F%C3%A9lix%20Tshisekedi%2C%20arriv%C3%A9,datedu%20du%206%20mai%202021>, consulté le 14 mai 2024

⁶ *Actualite.cd*, « RDC : le CSAC interdit aux médias la diffusion des débats relatifs aux opérations militaires menées par les FARDC sans la présence d'un expert », 23 février 2024, disponible sur <https://actualite.cd/2024/02/23/rdc-le-csac-interdit-aux-medias-la-diffusion-des-debats-relatifs-aux-operations>, consulté le 14 mai 2024

⁷ *Le Monde avec AFP*, « En RDC, vingt ans de prison requis contre le journaliste Stanis Bujakera », 8 mars 2024, disponible sur https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/03/08/en-rdc-vingt-ans-de-prison-requis-contre-le-journaliste-stanis-bujakera_6220915_3212.html, consulté le 14 mai 2024.

⁸Le Rwanda, qui soutient le M23 et se bat à ses côtés sur le territoire congolais, et dans une moindre mesure l'Ouganda, sont deux membres de l'EAC dont l'image est particulièrement dégradée. Voir GEC et Ebuteli, *Une majorité des Congolais rejettent la Force régionale de la communauté d'Afrique de l'Est*, février 2023, disponible sur <https://www.congoresearchgroup.org/wp-content/uploads/2023/02/sondage-note-thematique-ebuteli-ebuteli-force-regionale.docx-1.pdf>

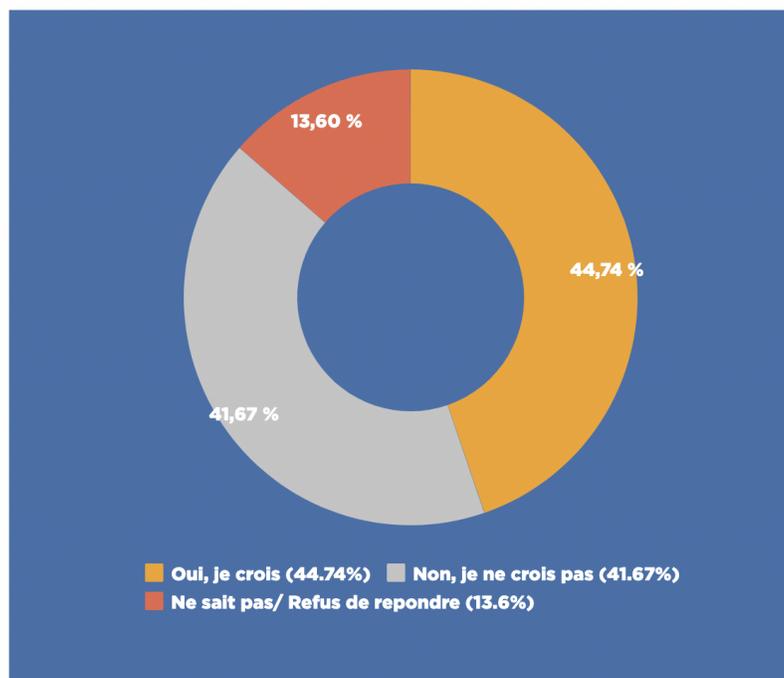
Le fait pour le gouvernement congolais d'autoriser à la force régionale de la SADC, donc les forces sud-africaines, tanzaniennes et malawites, d'opérer sur le sol congolais, conduira-t-elle à l'éradication totale des groupes armés qui écumant la partie est de la RDC ?



Sondage Berci/Ebuteli/GEC avril 2024.

La fourniture d'armes aux *Wazalendo*, initiative très critiquée par les organisations de défense des droits de l'homme⁹, est également vue comme une bonne chose par une large partie des sondés.

Selon-vous, est-ce une bonne solution pour le gouvernement de fournir des armes aux miliciens dits « *Wazalendo* » dans le conflit dans l'est de la RDC ?

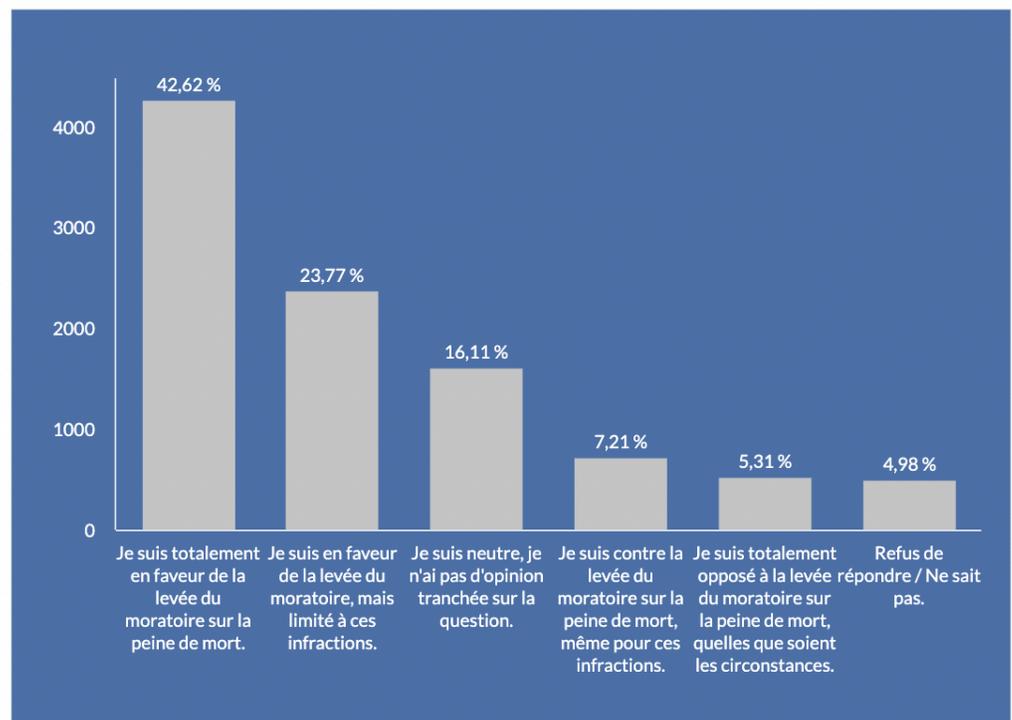


Sondage Berci/Ebuteli/GEC avril 2024.

⁹Voir par exemple HRW, *Feuille de route pour les droits humains en République démocratique du Congo*, 6 mars 2024, disponible sur <https://www.hrw.org/fr/news/2024/03/06/feuille-de-route-pour-les-droits-humains-en-republique-democratique-du-congo>, consulté le 27 mai 2024

Le retour de l'application de la peine de mort, annoncé par le gouvernement le 13 mars pour les « *actes de trahison* », « *d'espionnage* » et de « *banditisme urbain* », est aussi largement plébiscité par les sondés. Près de sept personnes sur 10 se disent « *en faveur* » ou « *totalemment en faveur* » de la levée du moratoire sur la peine de mort.

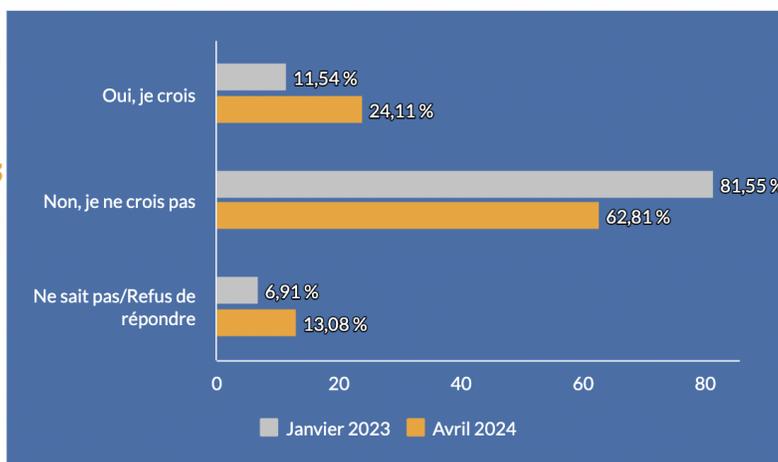
Quelle est votre opinion sur la levée du moratoire sur la peine de mort pour plusieurs infractions, y compris les actes de trahison, l'espionnage et le banditisme urbain ?



Sondage Berci/Ebuteli/GEC avril 2024.

Enfin, une nette majorité de sondés est hostile à toute négociation avec le M23 : 63 % jugent que cela ne serait pas acceptable. On note, toutefois, que l'opposition à cette option s'est effritée depuis notre précédent sondage, réalisé en janvier 2023.

À vos yeux, serait-il acceptable que le gouvernement négocie avec le M23 pour mettre fin au conflit dans l'est du pays ?



Sondage Berci/Ebuteli/GEC avril 2024.

Sur des questions sécuritaires, ce sondage semble traduire une forme d'« *union sacrée* » derrière les dirigeants dans le contexte actuel de conflit, une dynamique qui persiste indépendamment des limites de la politique suivie. La capacité du président Félix Tshisekedi à s'appuyer sur ce sentiment, à mobiliser contre le Rwanda, et à effectuer des annonces rencontrant une demande populaire d'autorité et d'intransigeance vis-à-vis du M23, était sans doute l'une des clés de sa réélection en décembre dernier.

Si l'on peut s'interroger sur les résultats concrets obtenus par la stratégie de l'exécutif jusque-là, notre sondage suggère que la communication présidentielle sur les questions sécuritaires obéit à une forme de rationalité politique, au moins à court terme, en ce sens qu'elle lui permet de conserver le soutien d'une majorité de Congolais. Ceci pourrait en partie expliquer l'inefficacité des pressions des partenaires internationaux de la RDC pour pousser le gouvernement à négocier avec le M23.

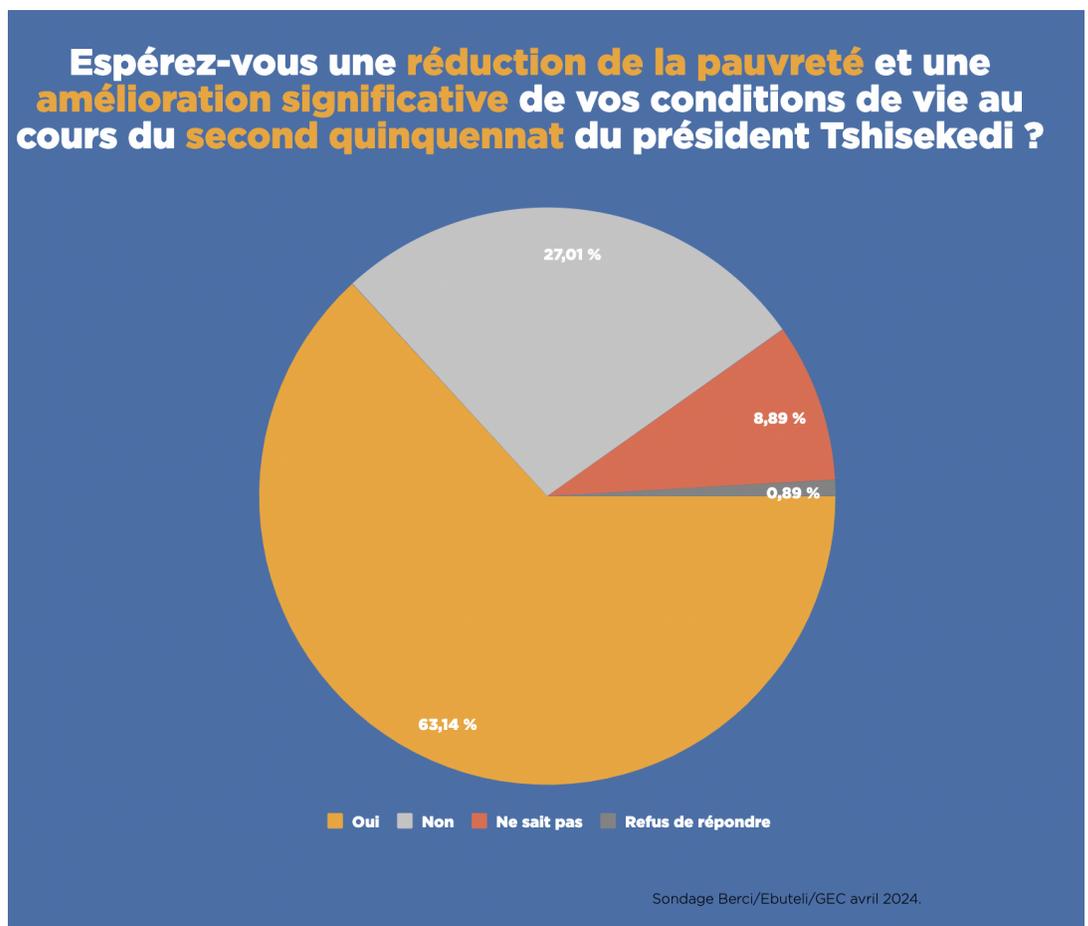
Les retombées des progrès économiques

Sur le plan économique, à son accession au pouvoir en 2019, Félix Tshisekedi a placé l'amélioration de la gouvernance et le renforcement socio-économique des Congolais au cœur de ses priorités. Parmi ses objectifs figuraient notamment la lutte contre la corruption et les crimes économiques, la consolidation de la stabilité macroéconomique, l'assainissement des finances publiques et le renforcement du système financier.

Quel bilan peut-on dresser de ces engagements aujourd'hui ? D'une part, des progrès notables ont été observés. La croissance du produit intérieur brut (PIB) réel a été maintenue à 7,8 % à la fin du premier mandat. Entre 2019 et 2023, le budget a triplé, dépassant pour la première fois la barre des 10 milliards de dollars américains. Les réserves de change sont restées solides, et le pays a bouclé avec succès la cinquième revue du programme de facilité élargie de crédit (FEC) avec le Fonds monétaire international (FMI) - une première dans sa collaboration avec cette institution. Par ailleurs, l'Inspection générale des finances (IGF) a été revitalisée, aux côtés d'autres structures créées depuis 2019 telle que l'Agence de prévention et de lutte contre la corruption (APLC).

Des problèmes persistants minent cependant les progrès réalisés. Malgré un budget triplé, le gouvernement rencontre de sérieuses difficultés pour remplir certaines obligations financières : les retards de paiement des fonctionnaires s'accumulent¹⁰, affectant gravement leur quotidien ; les subventions aux compagnies pétrolières¹¹, versées avec du retard, provoquent des pénuries de carburant, perturbant les transports et l'activité économique ; des entreprises publiques, comme Congo Airways, Transco et Trans-Academia, sont au bord de la faillite. En outre, le taux élevé d'inflation et la dépréciation du franc congolais face au dollar américain accentuent la pauvreté.

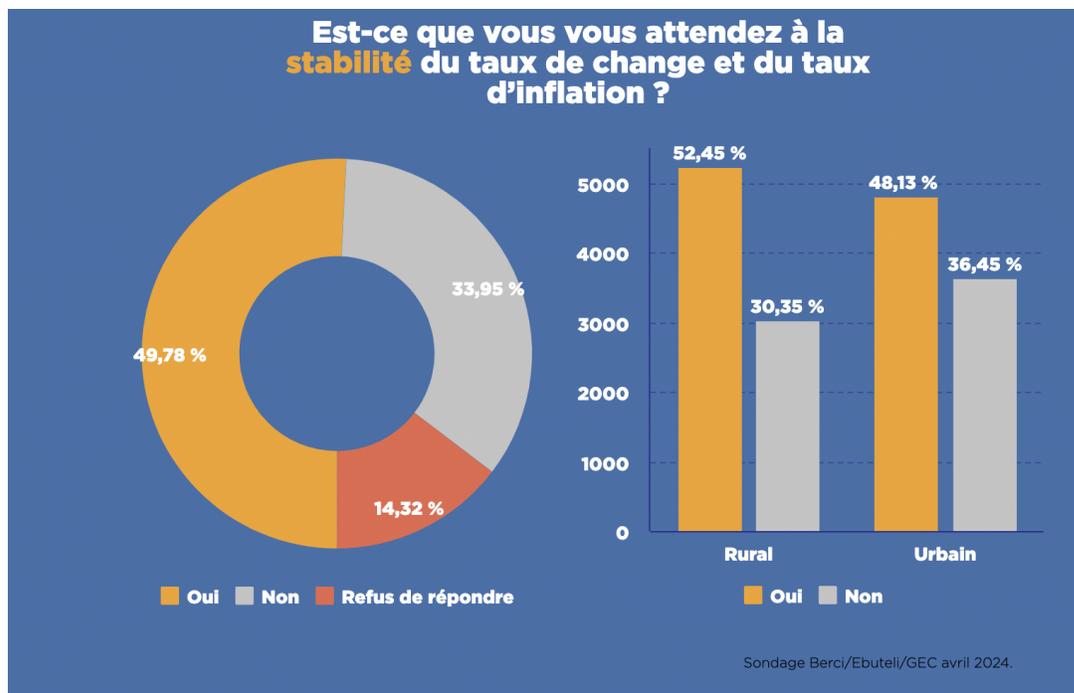
Malgré ces difficultés, l'optimisme prévaut parmi la population congolaise. Plus de la moitié (63 %) des répondants estiment que le second mandat de Tshisekedi mènera à une réduction de la pauvreté et à une amélioration de leurs conditions de vie, tandis que seulement 27 % ont une opinion négative de la situation.



¹⁰Ebuteli, *Quand les retards de paiement des fonctionnaires reflètent la santé économique préoccupante de la RDC*, 6 juillet 2023, disponible sur <https://www.ebuteli.org/publications/blogs/quand-les-retards-de-paiement-des-fonctionnaires-refletent-la-sante-economique-preoccupant-e-de-la-rdc>, consulté le 16 mai 2024.

¹¹Ebuteli, *Le casse-tête des subventions sur le carburant en RDC*, 13 novembre 2023, disponible sur <https://www.ebuteli.org/publications/blogs/le-casse-tete-des-subventions-sur-le-carburant-en-rdc>, consulté le 16 mai 2024.

À l'arrivée au pouvoir du président Tshisekedi, le dollar américain valait environ 1 700 francs congolais. Au terme de son premier mandat, ce taux s'était établi à plus de 2 700 francs congolais. Cependant, un certain optimisme demeure : près de 49 % des sondés anticipent une stabilisation du taux de change et de l'inflation au cours du second mandat de Tshisekedi, contre 34 % de l'opinion qui n'y croit pas.



Il convient toutefois de noter qu'il y a des disparités marquées entre les zones rurales et urbaines. En milieu rural, l'optimisme prévaut, avec 52 % des répondants anticipant une stabilité du taux de change et de l'inflation. En revanche, dans les zones urbaines, ce sentiment est beaucoup moins répandu, avec seulement 48 % des sondés partageant cet avis.

Renégociation des contrats sino-congolais saluée

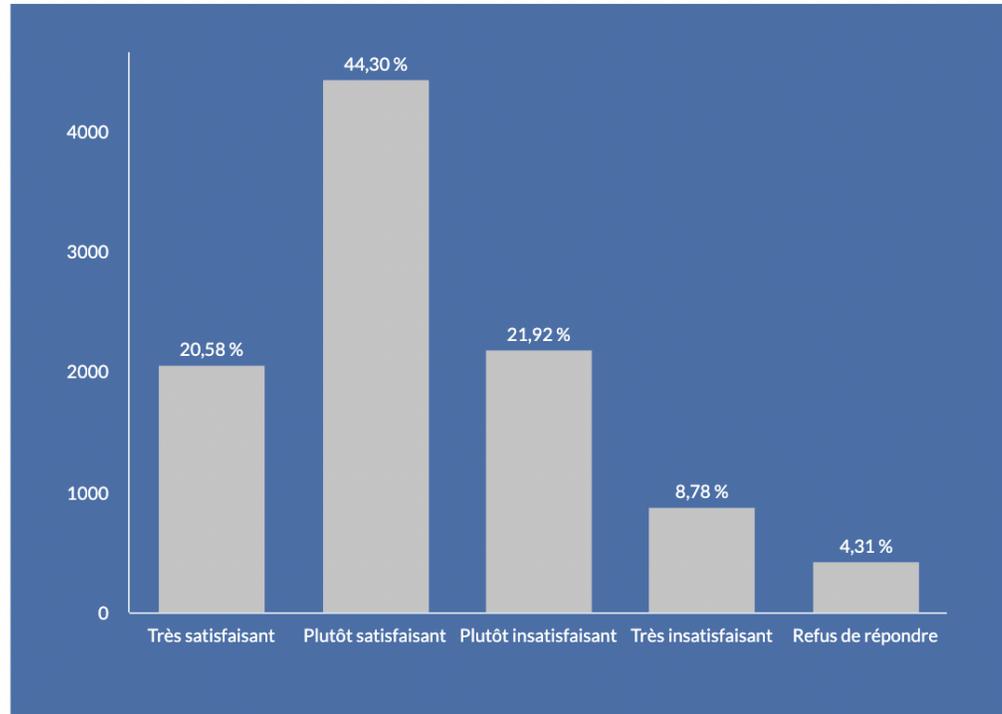
Les liens économiques entre la RDC et la Chine occupent une place de premier plan. En 2022, les échanges commerciaux bilatéraux ont atteint plus de 20 milliards de dollars, faisant de la Chine le principal partenaire commercial de la RDC, loin devant des acteurs historiques comme la Belgique et la France.

En 2008, un contrat controversé de type « *troc minerais contre infrastructures* » d'une valeur de 9 milliards de dollars a été signé sous le régime de Joseph Kabila. Cet accord, souvent critiqué, a soulevé des interrogations quant aux avantages disproportionnés obtenus par la Chine par rapport aux infrastructures réalisées en RDC. Un rapport de l'IGF a révélé un déséquilibre financier important en faveur de la Chine, estimant les gains de la partie chinoise à 76 milliards de dollars contre seulement 3 milliards d'infrastructures pour la RDC.

Dès son entrée en fonction en 2019, le président Félix Tshisekedi a fait de la renégociation de ce contrat une priorité afin de rééquilibrer les termes de la coopération.

Cette initiative a été largement saluée par la population congolaise, qui était désireuse de voir clair dans ces accords opaques et de bénéficier davantage de ses ressources naturelles. Le sondage reflète cette opinion positive : 44 % des répondants se disent plutôt satisfaits de la renégociation des contrats, et près de 21 % sont très satisfaits, ce qui signifie qu'environ 65 % des personnes interrogées ont une vision favorable de cette démarche.

Que pensez-vous des résultats de la renégociation des **contrats sino-congolais** ?

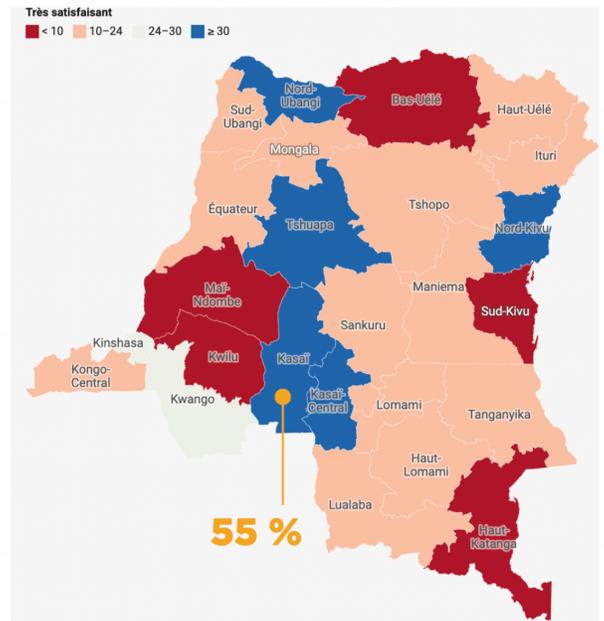


Sondage Berci/Ebuteli/GEC avril 2024.

Des différences régionales mineures existent au sein des provinces qui ont le plus d'entreprises chinoises : dans le Haut-Katanga, 44 % des Congolais sondés trouvent cette renégociation plutôt insatisfaisante, tandis que 11 % la jugent très insatisfaisante. Paradoxalement, dans l'autre province minière du Lualaba, 38 % des répondants pensent que cette renégociation est plutôt satisfaisante et 19 % la trouvent très satisfaisante.

Que pensez-vous des résultats de la renégociation des contrats sino-congolais ?

Le Kasai affiche un taux relativement élevé de satisfaction. Alors que les régions minières du Haut-Katanga et du Lualaba ont dans l'ensemble un taux de satisfaction de 28,55 %

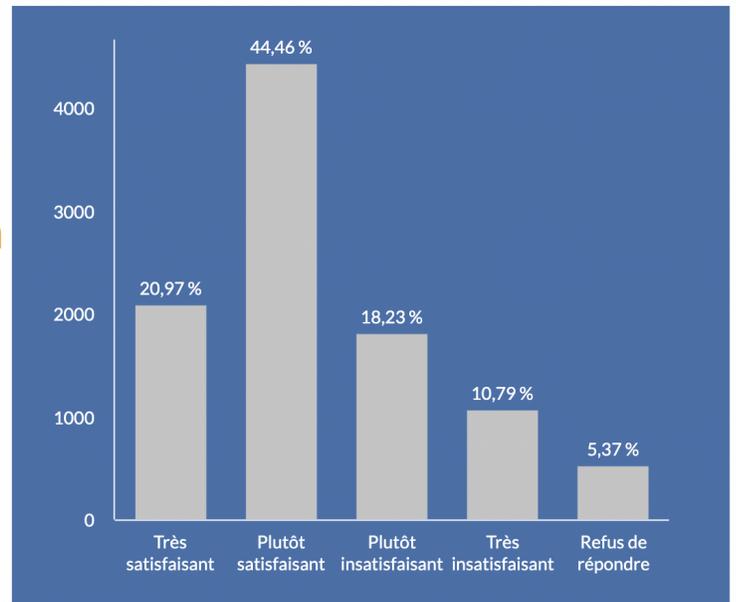


Sondage Berci/Ebuteli/GEC avril 2024

Lutte contre la corruption et gratuité de la maternité encouragées

La corruption et les détournements de fonds restent des problèmes omniprésents de gouvernance en RDC, entravant le développement socio-économique du pays. Depuis l'accession au pouvoir de Tshisekedi, l'IGF s'est imposé comme acteur clé et efficace dans la lutte contre la corruption, bénéficiant d'une approbation positive. Dans le sondage réalisé en janvier 2023, plus de la moitié des répondants (55 %) considéraient l'IGF comme l'institution la plus performante en matière de lutte contre la corruption, loin devant d'autres entités telles que la cour des comptes et l'APLC. Cette tendance s'est confirmée en 2024, avec 44 % des sondés exprimant leur satisfaction vis-à-vis du travail de l'IGF, et près de 21 % manifestant même une forte satisfaction.

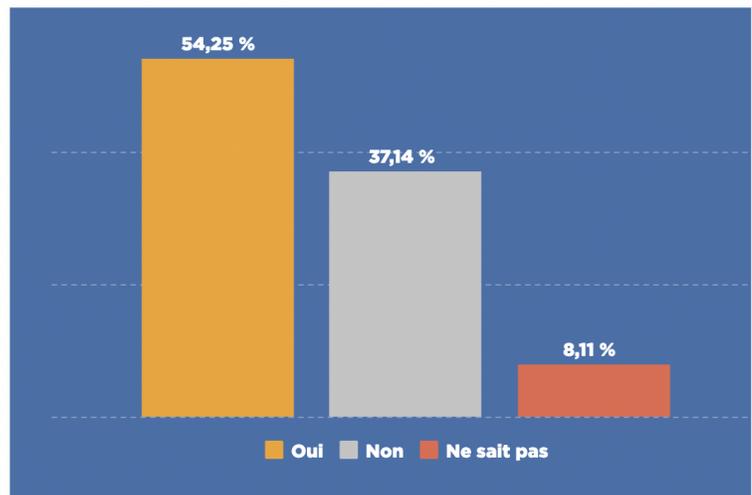
Que pensez-vous du bilan de l'Inspection générale des finances (IGF) ?



Sondage Berci/Ebuteli/GEC avril 2024.

Une politique clé introduite par le chef de l'État est la gratuité des soins de maternité à Kinshasa. Lorsqu'on leur demande si la gratuité des soins de maternité devrait être une priorité dans le secteur de la santé, 54 % des sondés répondent par l'affirmative, tandis que 37 % sont en désaccord. À Kinshasa, où cette politique a été initialement mise en œuvre, près de 54 % des répondants estiment qu'elle devrait être étendue à l'ensemble du secteur de la santé, alors que 43 % ont l'avis contraire.

Pensez-vous que la maternité gratuite soit une priorité dans le secteur de la santé ?



Sondage Berci/Ebuteli/GEC avril 2024.

La capacité du gouvernement à répondre aux attentes croissantes de la population, notamment en matière de redevabilité, de sécurité, de stabilité économique et de réduction de la pauvreté, sera cruciale pour maintenir la confiance et l'optimisme observés dans le sondage.

MÉTHODOLOGIE

Champ de l'enquête

Conduit conjointement par le Bureau d'études, de recherches et de consulting International (Berci), Ebuteli et le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) de l'Université de New York, le présent sondage a été réalisé du 24 au 29 avril 2024 auprès de 2 000 personnes âgées de 18 ans et plus. L'échantillon était proportionnel au poids démographique de chacune des 26 provinces du pays. Au moins 200 sites d'enquêtes (communes urbaines, collectivités locales, villages ou territoires) ont été sélectionnés de manière aléatoire.

L'objectif était de collecter des informations auprès des Congolais de toutes les régions du pays pour mieux comprendre la situation socio-politique et économique de la RDC après les élections. Des enquêteurs formés ont collecté les données via des interviews téléphoniques (CATI), après avoir obtenu le consentement éclairé des participants. Le logiciel ODK (Open Data Kit) a été utilisé pour la collecte des données, qui ont été transférées sur un serveur en ligne hébergé par la plateforme Ona.io.

Méthode d'échantillonnage

Ne disposant pas d'une base de sondage exhaustive de la population congolaise, ce sondage a utilisé la base de données téléphoniques des grandes enquêtes de l'Institut national de la statistique (INS) et de Berci/GEC. Cette base contient environ 400 000 numéros de téléphone, obtenus par un échantillonnage stratifié.

La technique d'échantillonnage utilisée était celle de la probabilité proportionnelle à la taille (PPT). Un échantillon de probabilité stratifié en plusieurs étapes a été constitué pour être représentatif au niveau national et provincial. Chaque strate a été échantillonnée indépendamment pour créer un échantillon représentatif de la population.

Taille de l'échantillon

La taille initiale de l'échantillon était de 2 000 personnes. Pour augmenter les chances d'atteindre cette taille, 2 420 entretiens ont été lancés, et 2 041 personnes ont accepté de répondre, soit un taux de participation de 84 %. Au final, 1 788 questionnaires ont été validés après le nettoyage des données. Les refus étaient principalement dus à la méfiance, à la peur, au manque de temps et d'intérêt.

Traitement et analyse des données

Le nettoyage des données a été effectué pour corriger les incohérences et supprimer les doubles entrées. À l'issue de ce processus, 253 données (soit 10,5 %) ont été éliminées pour des raisons diverses, notamment l'absence d'indication sur l'heure de l'interview, la localisation géographique ou la durée irréaliste de l'interview. L'analyse des données a été réalisée avec le logiciel STATA 18. Les chercheurs du GEC et d'Ebuteli ont ensuite rédigé la note d'analyse.

Contrôle qualité

L'assurance qualité a été réalisée en temps réel avec des feedbacks réguliers fournis aux équipes. Les intervieweurs ont été suivis pour détecter toute précipitation ou incohérence dans les données. Près de 10 % des effectifs ont fait l'objet d'un contrôle a posteriori par les superviseurs.

Pour en savoir plus sur la méthodologie, aller sur le site d'Ebuteli.

À propos

Ebuteli est l'institut congolais de recherche sur la politique, la gouvernance et la violence, basé à Kinshasa.

Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) est un centre de recherche indépendant basé au Center on International Cooperation de l'Université de New York.

www.congoresearchgroup.org
